



Majorité. Les Indépendants quittent le gi

Le CNI largue ses

Le “plus vieux parti de droite” présentera ses propres listes aux élections européennes et aux régionales.

C'était il y a cinquante ans. Deuxième parti de France derrière l'UNR gaulliste, le CNI (Centre national des indépendants et paysans) d'Antoine Pinay obtenait pas moins de 117 députés aux législatives de 1958. Plus que l'ensemble des partis de gauche réunis ! Quatre ans plus tard, sur une ligne pro-Algérie française, seuls une dizaine de sortants furent réélus. Jamais, sous la V^e République, une formation aussi importante n'avait chuté aussi brutalement. D'abord “siphonné” par Valéry Giscard d'Estaing, transfuge du CNI et fondateur des Républicains indépendants, puis “vampirisé” par le RPR et l'UMP, s'ensuivra pour le vieux parti, créé en 1949, une traversée du désert... qui dure toujours.

Pour autant, la “marque” continue d'exister. La ligne, celle d'une « droite décomplexée, libérale en économie, conservatrice sur les mœurs », aussi. Suscitant, à intervalle régulier, les appétits de ténors de la droite en quête d'appareil : Alain Madelin, Philippe de Villiers, Charles Millon... Avec six parlementaires (deux députés et quatre sénateurs), le mouvement est même, sur le papier, « le troisième parti de droite ». Une dizaine de conseillers régionaux du Front national frappent aujourd'hui à sa porte. Mais c'est à l'UMP que la décision de son conseil national, le 7 juin, de « reprendre pleinement son indépendance » provoque le plus de turbulences, n'arrangeant guère, en interne, les affaires de Patrick Devedjian – déjà fortement contesté.

Celui-ci évoque un « non-événement » : « Qu'est-ce qu'on en a à f... ?

Vous ne nous rapportez rien », s'est-il emporté devant sa présidente, Annick du Roscoät. D'autres, plus nombreux, regrettent cette rupture, notamment dans l'entourage de Nicolas Sarkozy. C'est le cas de Claude Guéant, le bras droit du chef de l'État, qui a longuement reçu Annick du Roscoät à l'Élysée. C'est aussi celui de Pierre Charon, le conseiller spécial du président, qui lui a remis en main propre, le 31 mars, une lettre de la présidente du CNI : « Transmis au destinataire. J'espère que la raison l'emportera », lui a-t-il fait savoir. « C'est une c... d'avoir laissé partir le CNI, résume un député UMP de Paris. À l'ouverture à gauche, nous ajoutons la fermeture à droite : c'est un mauvais signal adressé à une partie non négligeable de notre électorat. »

“C'est une c... d'avoir laissé partir le CNI. À l'ouverture à gauche, nous ajoutons la fermeture à droite.”

À l'origine de cette désunion : la question du financement du CNI, qui s'est muée en affrontement politique. « Nous ne bénéficions pas de dotation de l'État, or Patrick Devedjian nous a interdit de bénéficier du financement auquel nous donnons droit nos parlementaires [45 000 euros par élu et par an] », affirme Annick du Roscoät. « Après quoi, poursuit-elle, à la fin décembre 2007, au bureau politique de l'UMP, il nous a taxés de “vieux droit ringarde.” Une rupture – une de plus – par rapport aux années Chirac...

Car si politiquement, c'est peu dire que le CNI – allié au Front national en 1986 – ne s'est pas toujours retrouvé sur les positions chiraquiennes, ses différents présidents ont toujours entretenu d'étroites relations avec l'ancien chef de l'État. Financièrement d'abord – le CNI ayant longtemps vécu des “enveloppes” du RPR. Humainement ensuite. Élu deux ans plus tôt à

Rupture. Présidé par Annick du Roscoät (ci-contre), le CNI a décidé de “reprendre pleinement son indépendance vis-à-vis de l'UMP”.





ron de l'UMP.

amarres

la tête du mouvement après quinze années de militantisme, Annick du Roscoât se souvient de sa première rencontre en tête à tête avec Chirac en janvier 2002, dans son bureau de l'Élysée: « Je m'étais plainte à Jérôme Monod du peu de place accordée au CNI durant la campagne présidentielle. Il m'avait obtenu un rendez-vous, tout en me prévenant: "Vous n'aurez qu'un quart d'heure." J'ai dit à Chirac que nous étions des cocus. Il m'a demandé des exemples. Je répondais à toute vitesse. Alors il m'a dit: "Mais pourquoi parlez-vous si vite?" Je lui ai répondu que je n'avais qu'un quart d'heure mais que ça faisait dix ans que j'attendais. Il a éclaté de rire et m'a consacré une heure. À la fin, il m'a demandé ce que je voulais. Il parlait de financement. J'ai dit: "Rien." Il n'en revenait pas. » Le président apprécie cette adepte du "parler-vrai", qu'il nommera en 2003 au Conseil économique et social. Annick du Roscoât

PATRICK IMBERT



devient une interlocutrice écoutée. Et respectée. « Je lui transmettais ce que les autres n'osaient pas lui dire: qu'il était trop "radsoc", que Villepin ne passait pas, que Sarkozy était trop excité... »

Celle-ci, en revanche, refuse de figurer sur la liste de Roselyne Bachelot, favorable au pacs, aux régionales de 2004. Elle refuse surtout, comme le chef de l'État le lui demande, de voir le CNI se fondre dans l'UMP. Les Indépendants ne seront que "parti associé". « Ça m'arrange, finit par se résigner Chirac: avec le Parti radical [autre "parti associé"], j'ai une aile gauche, et avec le CNI une aile droite. » Un Meccano qui a pris fin avec la "déclaration d'indépendance" du 7 juin (toujours pas actée sur son site Internet!). « Je sentais bien, dit-elle, qu'avec Nicolas Sarkozy, les choses seraient plus difficiles. Lorsque je l'ai rencontré avant la présidentielle, je lui ai dit: "Nous allons vous apporter notre soutien, mais nous nous tirons une balle dans le pied." Il m'a demandé pour-

quoi? J'ai répondu: "Parce que vous n'aimez pas l'indépendance. »

Très remontée contre la nomination de Nadine Morano, favorable à l'adoption pour les couples homosexuels (lire notre entretien page 32), au secrétariat d'État à la Famille, Annick du Roscoât avait écrit à Sarkozy. Qui n'avait pas répondu... ARNAUD FOLCH